

Antibes/Juan-les-Pins, le 13 mai 2019

Communiqué de presse

Plus de 40 associations nucléaires signent une déclaration commune appelant à doubler les fonds de R&D pour l'énergie propre

Initiée et organisée par la Société française d'énergie nucléaire (SFEN) et le Haut Conseil scientifique de l'European nuclear society (ENS), plus de 40 associations du nucléaire, représentant plus de 80 000 scientifiques dans le monde, ont signé, ce lundi 13 mai 2019 à Antibes, une déclaration commune, appelant à un soutien politique accru dans le domaine de la R&D nucléaire et de l'innovation. Il s'agit d'un partenariat avec de nombreuses sociétés scientifiques nationales, régionales et internationales, ainsi que de nombreuses organisations techniques dédiées au développement et à l'utilisation pacifique des technologies nucléaires.

Cette déclaration commune aux plus de 40 associations nucléaires, dont la SFEN et l'ENS, est un appel international à l'intention des décideurs politiques mondiaux, qui se réuniront à l'occasion de la Conférence ministérielle sur l'énergie propre (CEM), organisée à Vancouver (Canada) les 28 et 29 mai 2019. Il s'agit de s'engager à doubler l'investissement public dans la R&D et l'innovation nucléaires dans les cinq prochaines années. Les associations ont déclaré qu'il faudrait mettre un accent particulier sur les applications innovantes des systèmes nucléaires avancés susceptibles de rendre possible, à l'avenir, le bouquet énergétique propre.

La SFEN interviendra au CEM, afin de faire de l'innovation nucléaire un vaste débat multilatéral, aux niveaux ministériels et opérationnels, dans le but de démontrer tout le potentiel de l'énergie nucléaire en tant qu'énergie propre, et sa contribution aux objectifs mondiaux et nationaux de décarbonation.

Actuellement, dans le monde, le soutien public à la R&D nucléaire (fission et fusion nucléaires) est resté constant, - à environ 4 milliards de dollars par an (valeurs de 2014) depuis 2000, alors que dans de nombreux pays, le secteur privé s'est montré moins enfreint à investir dans la recherche nucléaire en raison d'environnements politiques, commerciaux et financiers défavorables.

Cependant, l'industrie nucléaire est en train d'entreprendre une nouvelle vague d'innovations liée au numérique, au développement de nouvelles conceptions de réacteurs (par exemple, petits réacteurs modulaires - SMR, réacteurs de génération IV), et à l'introduction de nouvelles applications alternatives telles que le dessalement, le chauffage urbain et la chaleur thermique pour l'industrie.

Ces projets devraient ouvrir de nouveaux débouchés pour une utilisation élargie de l'énergie nucléaire et d'autres sources d'énergie propre, mais ils nécessitent un investissement important en R&D et en nouvelles approches novatrices. En parallèle, une grande partie de l'infrastructure de R&D devient obsolète et doit être renouvelée non seulement pour soutenir le développement de cette nouvelle vague de réacteurs innovants, mais également pour produire, par exemple, des radio-isotopes nécessaires au développement de la médecine nucléaire.

Valérie Faudon, Déléguée générale de la SFEN, a déclaré : « *concernant l'Union européenne (UE), une augmentation importante du financement, pour les futurs programmes de recherche Euratom, est nécessaire. En effet, le budget actuel de 50 millions d'euros par an pour la R&D sur la fission nucléaire est clairement insuffisant pour maintenir l'expertise et les options ouvertes, en faveur du*

développement de systèmes de réacteurs de la prochaine génération et de leurs cycles de combustible associés. En comparaison, 12 fois plus de fonds sont alloués au programme "Énergie sûre, propre et efficace" d'Horizon 2020, qui exclut l'énergie nucléaire ».

Pour Fernando Naredo, Secrétaire général de l'ENS, « cette initiative de l'ENS et de la SFEN, qui a été adoptée par un si grand nombre de sociétés nucléaires professionnelles à travers le monde et des Conseils des sociétés nucléaires, est un événement significatif, parce qu'il représente la voix de plus de 80 000 scientifiques et ingénieurs du domaine nucléaire ».

À propos du rôle futur de l'énergie nucléaire

La SFEN est d'avis que le changement climatique est la menace la plus importante pour notre planète et adhère aux objectifs de l'Accord de Paris de 2015 visant à limiter le réchauffement climatique à 1,5°C au cours de la seconde moitié du siècle.

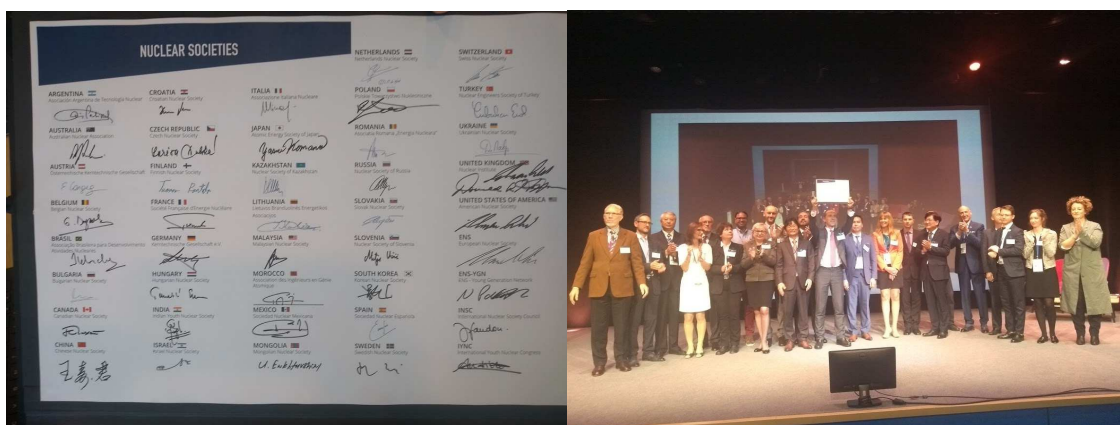
L'énergie nucléaire peut aider à relever ces défis, car il s'agit d'une des sources d'électricité présentant la plus faible empreinte carbone. Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), les émissions médianes de gaz à effet de serre du cycle de vie résultant de l'énergie nucléaire sont de 12g/kWh, ce qui est similaire à l'énergie éolienne.

Cependant, le monde ne progresse pas assez rapidement dans la réalisation de ses objectifs climatiques, compte tenu de l'évolution récente de la situation :

- Le dernier rapport du GIEC a clairement indiqué que l'augmentation de la température de 1,5°C pourrait déjà être dépassée d'ici 2030.
- Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), en 2018, les émissions mondiales de CO2 liées à l'énergie ont augmenté de 1,7 %, pour atteindre un sommet historique de 33,1 gigatonnes de CO2.

La SFEN souligne l'existence d'un consensus mondial sur le fait qu'il est essentiel d'accélérer l'innovation dans les énergies propres pour limiter la hausse de la température mondiale, mais avertit que, pour y parvenir, une augmentation significative de fonds en R&D est nécessaire.

Les institutions internationales, notamment les Nations Unies, l'Organisation de coopération et de développement économiques et l'UE, estiment que toutes les technologies à faibles émissions de carbone (captage et stockage des énergies renouvelables, nucléaires et du carbone) devront être mises en œuvre pour parvenir à une décarbonation en profondeur d'ici le milieu de ce siècle.



Contact presse : Cécile Crampon, cecile.crampon@sfen.org – Tél. : +33 6 74 69 34 25